Vol. VII, no 24, 6 avril 1981 Université du Québec à Montréal

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL ARCHIVES

l'uqam

Aggravation de la situation financière

Dès l'automne 82, contingentement de tous les programmes

Scandaleuse... Catastrophique... Inacceptable... Tragique... Il semble qu'aucune épithète ne parvienne à rendre avec justesse la gravité de la situation financière actuelle de l'UQAM. Situation à ce point détériorée qu'elle conduisait récemment son conseil d'administration à adopter un train de mesures exceptionnelles (voir résolutions ci-contre) parmi lesquelles figurent la suspension de nouvelles admissions à la session d'hiver 82 et le contingentement de tous les programmes pour 82-83.

Prise à l'unanimité, cette décision n'en fut pas moins déchirante, avoue le recteur, M. Claude Pichette: «Nous espérions tous ne pas arriver à cette conclusion. Mais nous avons dû avec regret nous rendre à l'évidence: il n'y avait pas d'autre chose à faire pour ne pas nous enliser plus profondément dans le marasme financier. Sinon tous les gens ici auraient travaillé dans des conditions franchement inacceptables.»

Au nombre des circonstances qui amènent l'Université à agir avec une telle urgence, le recteur mentionne: la croissance continue des effectifs étudiants, particulièrement la hausse imprévisible de 20% pour 80-81 qui a déjoué l'équilibre budgétaire retenu en juin 80; l'annonce par le MEQ, en février dernier, d'une coupure de 4% de l'enveloppe des salaires et avantages sociaux; le silence de ce même ministère sur deux demandes de l'UQAM faites en novembre 80 pour l'obtention de 4.8$ millions; la faiblesse dérisoire du per capita de l'UQAM, nettement inférieur à celui de toutes les universités québécoises; la persistance d'une péréquation importante au sein du réseau UQ.

Sur ce dernier point, le recteur reconnaît la volonté de l'UQ ces deux dernières années à l'effet de transférer à l'UQAM les ressources qui lui ont été enlevées par le jeu de la péréquation. Le président de l'UQ, souligne M. Pichette, a récemment assuré l'UQAM qu'il allait à nouveau cette année faire un effort majeur en ce sens.

En modifiant la politique d'admission de l'Université, le conseil d'administration mandatait le vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche et la commission des études de prendre les dispositions nécessaires pour arriver à cette fin, de concert avec les instances et organismes appropriés. L'on sait d'ores et déjà que, pour un temps indéterminé, le contingentement touchera tous les programmes de tous les secteurs mais où surtout? et comment?

«L'analyse relèvera du vice-rectorat, affirme le recteur. Mais il est certain que l'UQAM entend respecter la même proportion de temps complet et de temps partiel. Il est déjà assez scandaleux que, par ses règles de financement, l'Etat pénalise l'Université qui répond aux besoins de la population la plus défavorisée quant à l'accès aux études universitaires, on ne va pas pénaliser en plus ici une population étudiante engagée sur le marché du travail, économiquement incapable d'étudier à temps complet.»

Car, pour le recteur Pichette, la situation est d'autant plus grave que ce sont les étudiants en quête d'une formation universitaire qui sont les premières victimes des orientations et politiques budgétaires qui obligent l'institution à freiner son développement et à vivre dans un climat de tension extrême. «Jusqu'à maintenant, dira-t-il, l'UQAM a payé très cher sa croissance. On lui a demandé un effort démesuré. Ce traitement inéquitable doit cesser.»

D.N.

Quelques chiffres...

- Les effectifs étudiants de l'UQAM ont passé de 8,845 équivalent temps complet en 77-78 à 16,907 pour 81-82, soit une hausse de 91% comparativement à 55% d'augmentation dans le réseau UQ et à 9% dans les autres universités québécoises; en quatre ans, l'UQAM a absorbé à elle seule une augmentation équivalente à la population totale de l'Université de Sherbrooke!
- Le bureau du registraire prévoit 25,599 étudiants pour l'automne prochain soit une hausse de 18.5% par rapport à l'automne dernier. L'UQAM doit donc conclure que l'augmentation de 20% qu'elle a subie cette année n'était pas un accident de parcours.
- Malgré cette croissance continue, le niveau de dépenses per capita autorisé à l'UQAM pour sa seule fonction d'enseignement a baissé de 1% de 77-78 à 81-82 (de 4 074$ à 4 040$); il augmentait par ailleurs de 5% dans le réseau UQ et de 31% dans les autres universités québécoises (de 5 017$ à 6 552$).
- Le déficit accumulé de l'UQAM était de 3.5$ millions au 31 mai 80, soit plus de 5% de son budget de fonctionnement; au 31 mai 81, le déficit accumulé pourrait être de 5.6$ millions; le déficit d'exercice prévu pour 80-81 est de 2.1$ millions, excluant les résultats des négociations avec le SCCUQ.

Résolution du conseil d'administration du 23 mars

Le conseil d'administration
- exhorte le ministère de l'Education à réviser sans délai la base de financement et les espaces accordés à l'UQAM.
- demande à l'Université du Québec de mettre un terme sans délai à l'importante péréquation qui gère les ressources de l'UQAM.
- déclare que l'UQAM, en dépit de sa situation financière, s'efforcera d'assurer un enseignement, une recherche et des services à la collectivité de qualité et qu'elle continuera à honorer les conventions et protocoles la liant à ses divers personnels.
- modifie ainsi la politique d'admission de l'Université:

1) contrôle de l'admission d'étudiants libres et d'auditeurs à compter de la session d'**automne 81;**

2) suspension complète des nouvelles admissions d'étudiants réguliers (temps complet ou temps partiel), d'étudiants libres ou d'auditeurs pour la session **hiver 82;**

3) pour l'**année universitaire 82-83**, contingentement généralisé de tous les programmes universitaires en vue de ramener les étudiants au niveau de l'automne 80 (soit environ 15,000 étudiants équivalent temps complet).

- retienne, pour la préparation du budget de fonctionnement de 81-82, l'hypothèse du plus petit déficit budgétaire possible.

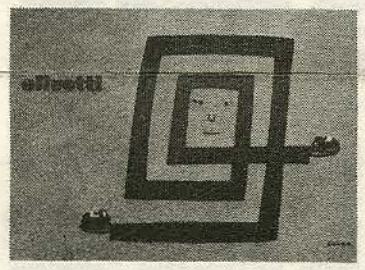
SCCUQ: reprise des négociations

En signant le protocole de retour au travail le mardi 31 mars, le SCCUQ mettait fin à son débrayage de 9 jours et reprenait du même coup sa place à la table de négociations compte tenu des nouveaux mandats de son comité de négociation. L'on se rappellera qu'à la suite d'une demande de l'Université, un conciliateur est en fonction depuis quelques semaines.

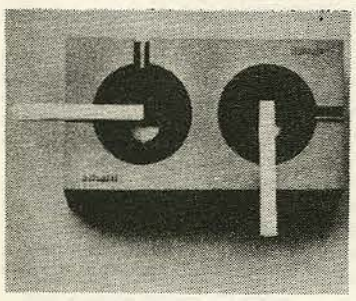
Dès la signature du protocole, l'UQAM déclarait qu'à la suite des événements survenus depuis le 23 mars, les professeurs pouvaient convenir avec les étudiants d'ajustements du cheminement pédagogique pour assurer, si nécessaire, l'intégrité de leur apprentissage, conformément aux syllabus de cours et dans le respect des ententes d'évaluation intervenues en début de session. Toute modification à une entente d'évaluation doit cependant satisfaire aux règlements des études de premier cycle.

Galerie UQAM

«Olivetti: 1908-1978»



En 1908, Camillo Olivetti lance sur le marché un produit qui fera le tour du monde: une machine à écrire. C'est un objet pratique et beau: deux qualités indissociables pour le designer italien. Des qualités, d'ailleurs, qui font toujours le succès d'Olivetti, une firme devenue multinationale fabriquant des centaines de produits tant de design industriel qu'environnemental et graphique.



La Galerie UQAM consacre sa prochaine exposition au design Olivetti. Une vaste présentation qui couvrira 70 ans d'histoire: «Olivetti: 1908-1978: processus de design». Organisée conjointement par la Galerie, un professeur de design, Georges Frederic Singer, et Olivetti Canada, l'exposition entend resituer le contexte et l'époque des objets montrés. En ce sens, c'est un peu l'histoire du design que l'on pourra voir.

Un catalogue de 270 pages accompagnera l'exposition où l'on proposera aussi des commentaires audio-visuel. Malheureusement, le catalogue coûtera un brin cher et tous ne pourront se le procurer.

Luc Monette, directeur intérimaire de la Galerie UQAM, parle avec beaucoup d'enthousiasme de cette exposition Olivetti et croit qu'elle aura autant de succès que l'expo DELVAUX présentée il y a quelques mois.

L'exposition débute le 8 avril et se termine le 3 mai. La Galerie est ouverte du mardi au dimanche inclusivement, de midi à six heures. Une variété d'objets seront présentés: des machines à écrire bien sûr, des mobiliers de bureaux, des accessoires de tous genre, des calculatrices, des affiches, des livres d'art, etc. C'est assurément à ne pas manquer.

H.S.

Lundi, 13 avril: congé

Le registraire avise la collectivité de l'UQAM qu'en conformité avec l'article 68 de la Loi électorale, et nonobstant le calendrier de l'année universitaire 1980-81 (résolution du Conseil d'administration 80-A-2769), la présente donne congé aux étudiants de l'Université du Québec à Montréal, le lundi 13 avril 1981, jour de scrutin au Québec.

Philippe Ménard et ELECTROSHOWC

- page 3

Colloques - en page 3

- L'accession à la propriété
- La municipalité face à l'informatique
- Danse et société

Conseil d'administration

A sa réunion régulière du 23 mars, le conseil d'administration de l'UQAM a:

- nommé M. André Chodorowski au poste de directeur du CERSE;
- ratifié les résolutions du comité exécutif;
- accordé à la firme «Ascenseurs Re-No Ltée» le contrat d'entretien et de réparation d'ascenseurs, monte-charges, et escaliers roulants;
- accepté les états financiers intérimaires au 31 janvier 81;
- placé en tutelle le département d'arts plastiques;
- suspendu les modes réguliers du fonctionnement du module d'arts plastiques et en conséquence, a décrété la tutelle;
- validé les 11 cours de la session d'hiver 81 aux programmes d'animation culturelle;
- suspendu les admissions de nouveaux étudiants au certificat de 1er cycle en enseignement du français au secondaire;
- octroyé un congé sabbatique pour 81-82;
- autorisé le département des sciences de l'éducation à remplacer un professeur en congé sans solde;
- adopté une résolution de protestation relative à la conjoncture financière actuelle et à l'avenir immédiat de l'UQAM, et modifié en conséquence les politiques d'admission de l'Université;
- autorisé la signature de deux contrats pour la session d'été 81 avec «La Barrière Fish & Game Club 1965 Inc.»

«Profils» servira la cause de l'enseignement professionnel

La revue «Profils» sera un forum qui témoignera de la présence et de l'actualité de l'enseignement professionnel en diffusant les réalisations des enseignants dans le monde de l'éducation en général, et en faisant connaître les recherches relatives à la formation.

«Profils» sera une publication trimestrielles d'une cinquantaine de pages, d'un tirage de 10 000 exemplaires, qui rejoindra les 6 800 enseignants répartis dans 17 secteurs allant des soins esthétiques à l'équipement motorisé.

L'appellation «Profils» fait référence aux 160 spécialités à l'intérieur des secteurs.

Comme le relate le directeur, M. Gaétan Saint-Pierre, professeur aux sciences de l'éducation et responsable du centre d'études en enseignement professionnel à l'UQAM, la publication d'une revue spécialisée émane d'un voeu du ministère de l'Education tout en découlant en corollaire de la fondation du centre, il y a deux ans, dans le cadre d'un projet subventionné de recherche au PPMEP (plan de perfectionnement des maîtres de l'enseignement professionnel).

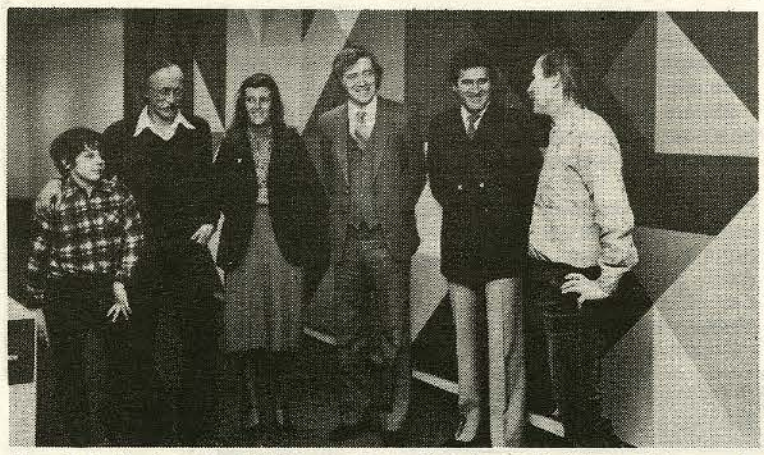
Mme Anne Grenier et M. Gaétan Saint-Pierre

La rédactrice-en-chef est Madame Anne Grenier, professeur à la CECM. C'est avec l'accord de toutes les universités québécoises que le mandat de réaliser la revue revient à l'UQAM. La composition des comités de direction et de rédaction réflète le caractère non seulement interuniversitaire mais encore inter-institutionnel de «Profils»: UQAR, UQAH, CECM, CSR-Laval, milieux industriels.

Toute la fabrication technique de la revue (composition, graphisme, montage et impression) est confiée aux élèves et aux professeurs du secteur imprimerie de la polyvalente Pont-Viau à Laval.

«La survie de cet organe d'information pédagogique sera assurée, croyons-nous, dans la mesure où tous ceux qui oeuvrent à divers titres dans l'enseignement professionnel sauront imposer à la collectivité le respect de ce secteur. Ce respect reposera notamment sur leur implication individuelle vers un objectif privilégié: celui de faire connaître l'enseignement professionnel comme la pierre angulaire d'une partie importante de l'économie québécoise.» écrit Madame Grenier dans l'entrée en matière du premier numéro de «Profils», dont le lancement aura lieu à l'UQAM fin avril.

C.A.


De g. à d.: M. Jean-Marc Piotte accompagné du jeune Christophe Mahoney; la vice-recteure aux communications, Mme Florence Junca-Adenot; le recteur, M. Claude Pichette; le directeur général des bibliothèques, M. Hubert Perron ainsi que l'auteur de la murale, M. Klaus Spiecker.

«Interaction» à la Bibliothèque des Arts

Le 13 mars dernier, l'UQAM célébrait l'installation à la bibliothèque des Arts de la peinture murale «interaction», oeuvre de M. Klaus Spiecker, professeur au département de design, «Interaction», oeuvre de 6 panneaux mobiles, exécutée sur toile avec peinture acrylique, est un jeu d'interactions entre couleurs et formes créés par l'agencement des panneaux qui détermine la configuration d'ensemble de la peinture. L'emplacement des panneaux est interchangeable. «C'est un échange entre le verbal et le sensoriel», a précisé l'auteur.

«Interaction» est un hommage à M. Jean-Marc Piotte, professeur au département de science politique, président du SPUQ de 1971 à 1972 et dont le travail à l'UQAM est, aux yeux de l'auteur, le plus représentatif de l'esprit de sa peinture.

Coopération internationale

Hors de la France, chercher son salut

L'UQAM devra éventuellement repenser ses interventions en matière de coopération internationale, face aux changements de politique effectués par les gouvernements fédéral et du Québec dont le principal effet est de restreindre considérablement les crédits pour les activités de coopération internationale.

C'est en substance ce qui se dégage du rapport annuel (1979-1980) soumis par le décanat des études avancées et de la recherche.

Traditionnellement, et surtout à cause de la place privilégiée qu'occupent les échanges avec la France, l'UQAM a eu recours presque exclusivement aux programmes mis en place par le gouvernement québécois, souligne-t-on dans le rapport. Or, le Québec et la France ont décidé d'une part de ne plus accroître les crédits alloués aux échanges entre les deux pays, et d'autre part d'imposer des priorités de nature économique, comme l'agro-alimentaire, l'énergie, les pêches maritimes, les mines et les petites et moyennes entreprises. «On comprendra facilement qu'une université comme l'UQAM se trouvera dans une situation défavorisés puisqu'orientée principalement vers les sciences humaines, l'éducation, les arts et les lettres», fait remarquer M. François Carreau, doyen adjoint au décanat du deuxième cycle.»

M. Carreau note qu'en 1980 l'UQAM a présenté à la Commission permanente franco-québécois dix-neuf demandes de projets intégrés, mais que dix projets seulement ont été retenus, dont neuf renouvellements. Pour ce qui est du financement des missions exploratoires ou «ad hoc» en France, le ministère des Affaires intergouvernementales a laissé entendre qu'il ne fallait plus y compter.

Il y a bien quelques projets conclus dans le cadre d'ententes Québec-Belgique, mais ils sont modestes et rares. L'an dernier, il n'y en a eu aucun. Plus près de nous, en Ontario, des programmes ont été mis de l'avant (ententes entre provinces). L'UQAM a présentement quatre projets dans ce cadre.

Mais, tant du côté du gouvernement du Québec que du côté de l'UQAM, il semble y avoir une volonté de diversifier les échanges. D'inventorier les possibilités avec l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, les Etats-Unis, l'Amérique du Sud. La difficulté vient de ce que le Québec n'a pas d'entente avec ces pays. Pour contrer ce problème, le ministère des Affaires inter-gouvernementales invite les universités québécoises à conclure des ententes institutionnelles avec les universités étrangères; elles leur offre une aide financière à cet égard.

L'avenir étant moins rose en matière de programmes québécois, peut-on voir se développer les programmes mis en place par le fédéral et qui touchent divers pays dont la France, l'URSS, la Chine, la Hongrie, le Japon?

L'UQAM reconnaît n'avoir pas su profiter de ces programmes jusqu'à maintenant; des efforts sont actuellement faits pour remédier à cette situation. D'autant que les projets de coopération avec les grandes Agences internationales dont l'ACDI sont pour ainsi dire bloqués.

Au décanat des études avancées et de la recherche, on a la ferme intention de poursuivre des activités de coopération internationale, à titre d'exemple, on a lancé en mai dernier, sur une base expérimentale, un programme d'aide financière, le PAFCI. Une subvention de 42 000$ de la Fondation UQAM a permis de faire démarrer le programme. M. Carreau dit souhaiter que ce programme obtienne dans un proche avenir la bénédiction de la sous-commission et de la commission des études, devenant de ce fait permanent.

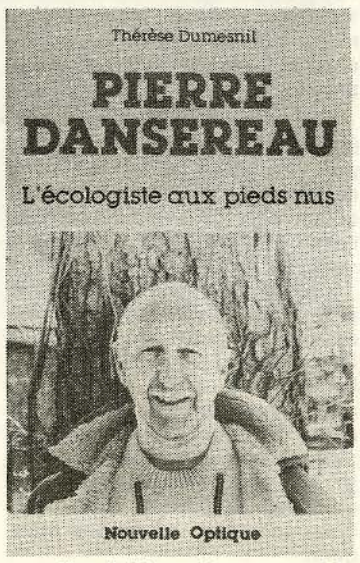
H.S.

Avec Pierre Dansereau, écologiste de renom mondial, professeur émérite à l'UQAM, l'écologie devient un nouvel humanisme. Celui de notre siècle.

Suivre Pierre Dansereau à la trace, c'est en même temps découvrir l'Outremont des années vingt et les grandes marines de Percé. Puis, d'un seul coup, passer du relief bucolique d'Oka à la provocation minérale des Alpes, explorer la Nouvelle-Zélande, Hawaï, la Terre de Baffin...

Suivre Pierre Dansereau à la trace, c'est en tous lieux «se mouiller les pieds», comme il aime à le répéter, signifiant par là sa prédilection pour le «terrain», plutôt que pour le laboratoire.

Dans le livre «Pierre Dansereau — L'écologiste aux pieds nus» (aux éditions Nouvelle Optique), la journaliste Thérèse Dumesnil suit Pierre Dansereau à la trace, en entrevue.



Bibliothèque: nouvel horaire

Depuis lundi 30 mars, les bibliothèques de l'Université ont repris l'horaire tel qu'il était en vigueur avant le 4 mars dernier. Elles ouvrent jusqu'à 11h le soir, et en fin de semaine, de 10h à 17h.

Ce régime sera en vigueur jusqu'au vendredi 1er mai inclusivement.

lettres à l'uqam

Au sujet des «socio-économiques»

Après votre série sur la présence de représentants des secteurs socio-économiques à l'Université du Québec à Montréal, je voudrais ajouter une pièce en forme de pavée à votre dossier.

A la session du 19 mars 1981 de la Sous-Commission du premier cycle, le module des Sciences juridiques avait invité à venir y témoigner, Monsieur Paul Bélanger, directeur général de l'Institut canadien de l'éducation des adultes.

Quelle ne fut pas notre consternation de constater qu'il se heurta à une porte fermée à clef, de surcroît gardée par deux sbires qui assénèrent à Monsieur Bélanger de multiples coups de pied dans le but de lui interdire l'accès à la salle des délibérations.

Il ne faut pas se surprendre dans ces circonstances que l'UQAM, qui donne une telle interprétation aux textes de sa loi constitutive, cherche vainement par la voix de ses recteurs successifs à expliquer les déficiences de l'Université à attirer la collaboration de personnes extérieures et socialement impliquées.

Georges LeBel, professeur, Département des Sciences Juridiques

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

l'uqam

Volume VII, numéro 24
6 avril 1981

publié par
section information
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, Succursale «A»
Montréal, Qué. H3C 3P8

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Pierre Gélinas, Denise Neveu, Hélène Sabourin.
Tél.: 282-6179

photos: **service de l'audiovisuel**
Dépôt légal: premier semestre 1981
Bibliothèque nationale du Québec

Trois colloques

Les 3, 4, 5 juin

«La municipalité face à l'informatique»

Les responsables sont quatre directeurs de module aux sciences de la gestion: M. Roger Bouthillier [bacc. en sciences comptables], M. Pierre Comtois [certificat en administration], Mme Carole Lavallée [certificat en sciences comptables], M. Laurent Léveillé [bacc. en urbanisme].

C'est dans la perspective d'un recyclage des personnes qui travaillent en milieu municipal (secrétaires, greffiers, comptables, administrateurs, urbanistes, etc.) ou qui y ont affaire comme évaluateurs, ingénieurs, urbanistes et consultants, que la famille des sciences de la gestion offre un stage de formation intensive à l'informatique de gestion adaptée aux besoins des petites municipalités.

Les assises se tiendront à l'UQAM les 3, 4 et 5 juin. Les objectifs du stage sont d'analyser le rôle de l'informatique dans la gestion municipale; d'étudier les principaux éléments à considérer lors d'un projet d'informatisation; d'apprendre le vocabulaire de base en informatique; d'observer différents modèles d'ordinateurs en opération; d'examiner les avantages et limites de différentes catégories d'équipement; de discuter avec des techniciens en informatique et d'entendre les témoignages des gestionnaires de municipalités de diverse importance qui utilisent l'informatique, et enfin, de prendre conscience des difficultés inhérentes à l'implantation d'un système informatique.

«Les municipalités, avec la réforme de la fiscalité, jouissent d'une plus grande autonomie de gestion, explique M. Laurent Léveillé, directeur du module d'urbanisme. D'autre part, il y a les pressions de la population sur l'administration municipale pour l'amélioration des services (loisirs, infrastructures de services, programmes de rénovation) à une époque où par ailleurs, les charges fiscales sur les propriétaires interdisent d'augmenter les taxes, ce qui force les élus municipaux à hausser la performance de leur administration.

«Ce phénomène se produit en même temps que les outils de gestion informatisés, de pair avec leur miniaturisation et l'abaissement des coûts consécutifs, disposent d'une puissance accrue (mémoire et capacité de traitement), ce qui permet leur utilisation, même pour une municipalité rurale de 2 000 habitants, pour traiter une très grande quantité d'informations — par exemple, des données sur la propriété peuvent totaliser jusqu'à 300 variables, de la dimension du terrain à son utilisation — de sorte que les méthodes traditionnelles de classification deviennent caduques. Malheureusement, la plupart des 1 500 municipalités du Québec en sont encore à la gestion artisanale, quand l'hôtel-de-ville n'est pas dans la cuisine du maire...

«Or, le progrès des petits outils informatiques permet aux petites municipalités de disposer d'un équipement adapté à leurs besoins pour des prix d'achat de 5 000$ à 20 000$. En plus d'être la proie des vendeurs, les administrateurs municipaux continuent à voir l'informatique comme l'apanage des grandes sociétés. Puisse l'initiative des sciences de la gestion contribuer, par ce stage intensif, à les familiariser avec l'emploi de l'informatique!»

C.A.

Le 10 avril

LARSI - Actualité immobilière

«L'accession à la propriété»

Fidèles à leur mandat d'animer le débat public sur des questions brûlantes d'actualité, le Laboratoire de recherche en sciences immobilières et la Revue «Actualité immobilière» organisent conjointement un colloque sur l'accession à la propriété, le vendredi 10 avril prochain.

Thème très à la mode, selon M. Jacques St-Pierre, rédacteur en chef et directeur de la Revue, puisque les Québécois sont encore un peuple de locataires par rapport à l'ensemble des Canadiens, que les partis politiques font actuellement grand éclat de leurs programmes d'accession à la propriété, et que de nouvelles formes d'accession à la propriété en milieu urbain (condominiums, co-propriété, etc) se développent de plus en plus.

Trois sous-thèmes orienteront la réflexion des participants et panelistes, les uns et les autres provenant d'organismes publics ou professionnels ainsi que des institutions universitaires intéressées de près ou de loin aux questions de l'habitation et de l'aménagement: le lien possible entre une politique d'accession à la propriété et une politique d'habitation; les éléments constitutifs d'une véritable politique d'accession à la propriété; l'impact prévisible d'une politique d'accession à la propriété sur la construction résidentielle.

M. Jacques St-Pierre

Outre M. St-Pierre, Mme Florence Junca-Adenot (vice-recteure aux communications), M. Pierre Normandeau (membre du comité scientifique du LARSI) et M. Luc-Normand Tellier (directeur du LARSI), agiront à titre d'animateurs cependant que trois professeurs de l'UQAM participeront à l'un ou l'autre des panels: Mme Danielle Pilette, MM To Minh Chau et Joseph H. Chung.

Le débat final de la journée regroupera M. Gérard Divay, professeur de l'I.N.R.S. Urbanisation; M. Pierre Brien, président de l'Association provinciale des organismes sans but lucratif en habitation; M. Michael Fainstat, conseiller municipal RCM. Le débat portera sur l'ensemble des volets étudiés durant la journée et concluera sur les valeurs et choix sociaux à faire en fonction de la question de l'accession à la propriété.

Pour inscriptions: LARSI — 282-6161. Coût des inscriptions pour les étudiants: 10$.

D.N.

Du 17 au 21 juin

«Danse et société»

«Danse et société» sera le thème du 9e colloque national de l'Association danse au Canada qui se tiendra à l'UQAM **du 17 au 21 juin 81**. Organisée principalement par quatre professeurs du regroupement théâtre et danse — Martine Epoque, Michèle Febvre, Sylvie Pinard et Iro Tembeck — la rencontre, ouverte à tous les intéressés, s'adresse d'abord aux praticiens et théoriciens de la danse: chorégraphes, danseurs de toutes disciplines, maîtres-enseignants, administrateurs des arts, chercheurs, étudiants, etc. Outre les personnes susmentionnées, le comité organisateur compte neuf autres membres, dont trois professeurs de l'Université de Montréal. Au total, quelque 300 délégués sont attendus des quatre coins du pays.

Au programme, une série de conférences qui se donneront les avant-midi. Les après-midi seront consacrés aux ateliers de travail, comprenant une série de cours pratiques offerts aux membres de l'Association par des artistes de grande réputation. Le tout agrémenté de nombreux spectacles, la danse étant avant tout un art d'interprétation:

- Salle Alfred Laliberté du pavillon Jasmin, le mercredi 17 juin: un pot-pourri de danses sociales, traditionnelles, folkloriques, productions informelles réalisées en marge des danses dites professionnelles; la troupe «Les danseurs de l'UQAM» se produiront à cette occasion.
- Le jeudi 18, les compagnies québécoises «Nouvelle Aire», «Pointez pieds-nus», «Danse partout», les «Grands ballets canadiens» et plusieurs autres, présenteront une série de courtes productions (entre 10 et 15 minutes).
- Le vendredi 19, ce sera au tour des compagnies canadiennes de se succéder sur scène (The National Ballet of Canada, The Winnipeg Ballet, etc.).
- Enfin, le samedi 20, soirée réservée aux danseurs «indépendants» canadiens et québécois.

Mais le «clou» du colloque aura lieu le dimanche avec la remise d'un prix à l'artiste qui s'est distingué en cours d'année. Cérémonie qui suivra un spectacle présenté par les gagnants des huit premiers prix remis par l'Association lors de ses précédents colloques.

Mme Sylvie Pinard

Mme Sylvie Pinard, responsable de l'organisation financière, administre présentement un budget de l'ordre de 45 000$ provenant de diverses sources: ministère québécois des Affaires culturelles, Conseil des arts canadien, Association danse au Canada, UQAM.

La contribution de l'UQAM comprend une subvention de 3 000$, le prêt de ses locaux et un soutien technique appréciable: «L'Université du Québec à Montréal est la seule université québécoise à avoir intégré dans ses programmes réguliers les arts d'interprétation; elle était par conséquent l'institution toute désignée pour nous accueillir», de conclure Mme Pinard.

C.G.

ELECTROSHOWC: une recherche qui se fait spectacle

Dans le cadre d'une recherche multi-media, Philippe Ménard, compositeur, et Richard Raymond, poète, tous deux du département de communication, ont conçu un spectacle de variété électro-acoustique d'une durée d'une heure et demie, qui sera présenté à la salle Alfred-Laliberté le 30 avril.

Le spectacle «Electroshowc» s'inscrit dans les Journées québécoises du 11e Festival de musique expérimentale de Bourges dont une partie de la programmation se déroule au Québec.

Philippe Ménard n'en est pas à ses premières armes dans le domaine du spectacle. Il a dirigé en janvier dernier, à la Galerie UQAM, une production, «Boucles d'yeux, boucles d'oreilles», combinant les instruments acoustiques (voix, piano, etc.) et les instruments électroniques (synthétiseurs, magnétophones, console...), sans compter les diapositives, les jeux de lumière, la danse... Il a également composé les chansons et les séquences pré-enregistrées du spectacle de la Grande Réplique, «Pour toi, je changerai le monde», dont l'auteur est Madeleine Greffard de l'UQAM.

ELECTROSHOWC mettra en scène les deux concepteurs, Ménard et Raymond, qui deviendront alors acteurs, ou plutôt «bhaut-parleurs» dit Philippe Ménard. «Sur des textes de Richard Raymond, les bhaut-parleurs se soucient d'oraliser le mot, la situation poétique par des jeux d'intonation, de rythme, par le chant, par le traitement électroacoustique».

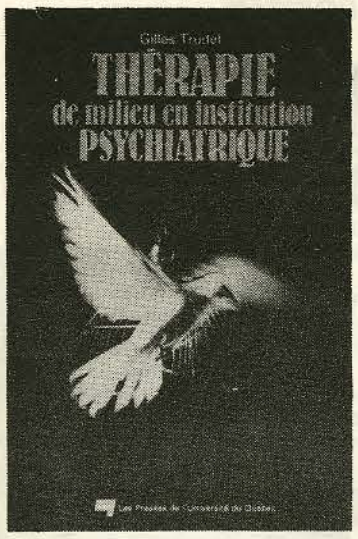
Les chercheurs ont reçu une subvention du ministère intergouvernemental du Québec pour la présentation de leur spectacle et une aide de l'Université pour les frais de montage et les coûts d'opération. Selon M. Ménard, un des objectifs de cette recherche est de démystifier la technologie électroacoustique en la présentant d'une manière accessible

dans un environnement original. La salle Alfred-Laliberté se prêterait particulièrement bien à ce genre de multi-media.

Le spectacle a lieu à 20h30. Le coût: 3$ pour les étudiants et 5$ pour le public en général. Une date à souligner dans son agenda d'avril.

H.S.

les gens d'ici



L'ouvrage de **Gilles Trudel** «Thérapie de milieu en institution psychiatrique» s'inscrit dans une approche béhaviorale basée sur les principes de l'apprentissage et de la psychologie expérimentale. L'auteur indique, dès le départ, qu'il s'écarte des analyses traditionnelles qui utilisent pour la majorité «des notions issues de la théorie psychanalytique.»

Dans «**Théorie de milieu en institution psychiatrique**», M. Trudel propose un modèle d'évaluation et d'intervention «visant à maximiser l'impact positif de l'environnement sur le comportement du patient». Un modèle qui s'appuie à la fois sur des recherches théoriques et sur des études qu'il a effectuées à l'hôpital Louis-Hippolyte Lafontaine.

Selon lui, de nombreux chercheurs à l'heure actuelle remettent en question l'efficacité des soins dispensés aux malades psychiatriques chroniques. Et il pose les questions: «Est-il possible de modifier cette situation? Quels sont les facteurs responsables de cette absence d'efficacité? Est-il possible d'influencer le comportement des patients psychiatriques ayant une longue histoire d'hospitalisation?»

M. Trudel aborde, en outre, le problème de la réinsertion sociale du patient psychiatrique dans la communauté. «Lorsque nous disons qu'il est possible de faire réintégrer la société à certains d'entre eux... on nous rétorque que nous perdons notre temps en nous acharnant inutilement à traiter des «malades irrécupérables et incurables... Cette situation est d'autant plus injustifiable qu'il existe suffisamment d'études montrant qu'il est effectivement possible de faire réintégrer la société à plusieurs patients psychiatriques.»

Il reste que l'instauration de divers programmes de thérapie behaviorale en milieu psychiatrique ne va pas de soi; l'auteur souligne entre autres nécessités, la collaboration constante du personnel oeuvrant auprès des patients.

«Thérapie de milieu en institution psychiatrique» paraît aux Presses de l'Université du Québec. M. Gilles Trudel est professeur au département de psychologie de l'UQAM.

H.S.

Provocation et réconfort, voilà ce que tout Québécois tant soit peu inquiet trouvera dans ce captivant récit d'une vie: «Marcel Rioux — Entre l'utopie et la raison» (aux éditions Nouvelle Optique), par M. Jules Duchastel, professeur au département de sociologie à l'UQAM et vice-doyen aux sciences humaines.

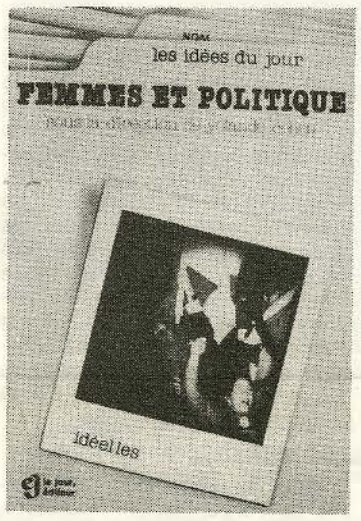
Provocation, parce que l'auteur dès les premières pages, introduit de plain-pied le lecteur dans un chassé-croisé d'idées, de courants de pensée qui le confronte spontanément aux sens des choix collectifs et de l'engagement personnel, qui l'induit à se resituer dans le mouvement de notre histoire, à en remettre en question le contenu culturel, social, politique depuis Duplessis jusqu'au référendum en passant par la révolution tranquille. Ici donc, souplesse du narrateur à insérer sans heurts ni écarts un vigoureux

condensé de réflexion!

Réconfort, parce que M. Duchastel avive avec une telle chaleur cette figure de proue qu'elle apparaît comme un guide dans un Québec qui se cherche: l'anthropologue Marcel Rioux devient un ami qu'on connaît bien du dehors comme du dedans, qu'on accompagne de l'enfance à la maturité, au long des travaux et des peines. Avec lui, on coudoie avec autant d'aisance les bonnes gens de nos villages (dont nous sommes tous de près ou de loin) que les grands personnages, ceux qui font et défont l'histoire, ou s'essaient à le faire, hommes d'actions, sàvants, poètes, artistes, clercs. Avec lui, on est convive à la fête avec ses proches, parents, amis, collaborateurs. Avec lui, on éprouve des recueillements dans la sérénité.

«Marcel Rioux — Entre l'Utopie et la raison», un livre écrit avec limpidité, et peut-être davantage, avec magnanimité.

C.A.



Quelle politique veulent les femmes? A quel type de société aspirent-elles? La presse féminine les influencent-elles? Quel est leur niveau de conscience politique? Quels sont leurs modèles? Autant de questions soulevées et débattues par dix universitaires — historiennes, psychologues, sociologues, anthropologues, politicologues — dans un ouvrage intitulé «Femmes et politique», paru récemment aux Editions «Le Jour» (collection idéelles).

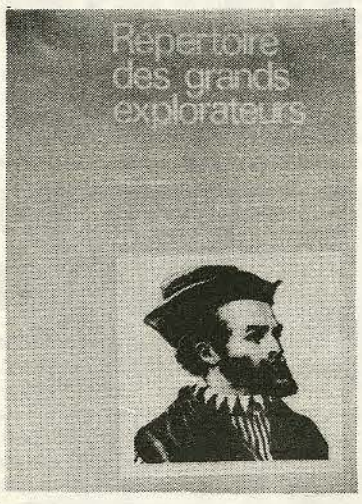
Préparé sous la direction de Mme Yolande Cohen, professeur au département d'histoire, ce recueil de textes reprend la réflexion amorcée à l'occasion d'une journée d'étude tenue à l'UQAM lors du Congrès des sociétés savantes, en juin 80. Outre Mme Cohen, les personnes suivantes sont co-auteurs du collectif: Nadia Fahmy-Eid, également professeur d'histoire à l'UQAM, Renée Dandurand, Pauline Fahmy-Pomerleau, Danielle Lafontaine, Nicole Laurin-Frenette, Angela Miles, Dorothy Smith, Evelyne Tardy et Andrée Yanacopoulo.

Parmi les grands sous-thèmes qui y sont abordés, citons: «Les Yvettes: l'explosion d'une politique»; «Femmes, militance et politique»; «Aux sources de la pratique politique des femmes: l'éducation et l'orientation des filles»; «Méthodes de recherche et modes d'action»; «Femmes et pouvoirs».

Dans sa Préface, Yolande Cohen expose en ces termes l'esprit dans lequel fut conçue cette réflexion: «Ce qui me semble important par ailleurs, c'est l'échange que nous pouvons effectuer entre les pratiques militantes des femmes à travers l'histoire, les problèmes que nous nous posons aujourd'hui dans l'agencement de nos vies et de nos luttes, et les questionnements nouveaux qui peuvent surgir de l'articulation des deux. Il est indéniable que c'est l'explosion d'un mouvement de femmes qui a permis à la recherche «scientifique» de faire avancer les connaissances sur les femmes et leur place dans le monde. Mais il me semble aujourd'hui que nous sommes à une autre étape: en l'absence d'un mouvement social d'envergure, il revient aux chercheuses de développer de façon adéquate et nuancée les champs d'une intervention progressiste ou subversive des femmes.»

Qu'ils soient inspirés d'expériences militantes, d'enquêtes empiriques et critiques ou d'une certaine vision de l'histoire, tous ces textes posent la question de l'avenir du mouvement féministe: «Ils invitent à la déconstruction des modèles établis, de conclure Mme Cohen, et ouvrent la voie à une créativité productive d'autres valeurs et non pas d'autres normes.»

C.G.



Si vous avez envie d'en savoir plus long sur quelque 605 explorateurs qui ont sillonné le globe terrestre et les grands espaces qui l'enveloppent, le «Répertoire des grands explorateurs» vous mettra sur des pistes intéressantes. Il a été publié sous la direction de M. Pierre Andréani, professeur en linguistique et ex-directeur du module de gestion et d'intervention touristique, avec la collaboration de Mme Francine Gignac, étudiante à ce module. La brochure compte 36 pages, des indications biographiques sur les explorateurs et leurs exploits, certaines photos, des cartes retraçant l'itinéraire parcouru par certains d'entre eux.

Conçu d'abord comme un outil de référence à l'intention des étudiants, ce répertoire est le fruit d'une recherche qui a duré plus d'une année. Son objet est vaste: l'exploration sous toutes ses facettes, des temps les plus reculés jusqu'à nos jours, y compris les premiers voyages spaciaux. Parmi les sources documentaires utilisées, citons les ouvrages biographiques, les encyclopédies, les dictionnaires spécialisés.

Ce travail de bénédictin fut réalisé pour combler une lacune mainte fois décriée par les étudiants. Si ces derniers jugent l'instrument utile, cette première expérience pourrait être suivie d'autres initiatives semblables. Tout dépend de l'accueil que lui réservera la communauté universitaire.

Les intéressés peuvent se procurer le Répertoire en s'adressant à Mme Diane Lafrance, au secrétariat du module en gestion et d'intervention touristique. Au téléphone: 282-3649. Le prix: 4$.

C.G.

Les auteurs le précisent, c'est sous une forme d'essai et par la formulation de quelques questions qu'ils dégagent une perspective de recherche dans l'ouvrage «Les organisations populaires, l'Etat et la démocratie», paru aux Editions Nouvelle Optique; MM. Pierre Hamel et Jean-François Léonard sont respectivement professeur au département d'urbanisme de la faculté d'aménagement de l'Université de Montréal et au département de science politique à l'UQAM.

Comme aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest notamment, on observe au Québec, dans un contexte différent, l'apparition et l'essor, à partir des années 60, d'organismes populaires voués à défendre et à améliorer les conditions de vie: regroupements dans les domaines du logement, des médias communautaires, de l'éducation populaire, des garderies.

Suivant une approche socialiste très charpentée, qui par endroits requiert du lecteur une excellente connaissance du marxisme-léninisme et des grands courants de pensée afférents, les auteurs posent les questions qui leur semblent de fond: «(...) toutes ces actions nécessaires ne constituent pas une «alternative», une offensive, une transition vers une issue autre que l'issue des capitalistes à la crise. La réponse se trouve-t-elle, pour ici, du côté de la création d'un parti politique qui va transposer, sur la scène politique, les aspirations et solutions véhiculées par la classe ouvrière? Ou se trouve-t-elle du côté de la multiplication de luttes dans tous les secteurs sociaux, menées par de petits groupes autonomes qui éviteraient ainsi le piège du politique tout en grippant la logique de l'intervention étatique? Ou encore dans la constitution d'un vaste mouvement social qui unifierait l'ensemble des luttes menées par les forces progressistes pour tenter de faire des compromis avec les bourgeoisies nationales, et de défendre ainsi les acquis sociaux obtenus? La réponse ne nous appartient pas. Mais nous croyons qu'elle se trouve en partie dans les efforts et luttes entrepris par les organisations populaires depuis 20 ans, qui, si elles n'ont pas systématisé leurs acquis pour en faire les éléments d'un projet de société novateur, ont au moins posé de nombreux jalons pour un débat plus large à l'intérieur de forces de gauche.»

C.A.